

EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Séance du 20 mars 2018

Monsieur Jean MONTAGNAC, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 106 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - Mireille BALOCCO - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Nadia BOULAINSEUR - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Bruno CHAIX - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Frédéric COLLART - Vincent COULOMB - Michel DARY - Christophe DE PIETRO - Dominique DELOURS - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriat DJAMBAE - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Josiane FOINKINOS - Karim GHENDOUF - Jean-Pierre GIORGI - Martine GOELZER - Vincent GOMEZ - José GONZALEZ - Régine GOURDIN - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Antoine MAGGIO - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Hélène MARCHETTI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Martine MATTEI - Marcel MAUNIER - Xavier MERY - Danielle MILON - André MOLINO - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Gérard POLIZZI - Marlène PREVOST - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - Julien RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Nathalie SUCCAMIELE - Dominique TIAN - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Josette VENTRE - Brigitte VIRZI - Didier ZANINI - Kheïra ZENAFI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

René BACCINO représenté par Marie-Josée BATTISTA - Mireille BENEDETTI représentée par Mireille BALOCCO - Roland BLUM représenté par Laure-Agnès CARADEC - Jean-Louis BONAN représenté par Jean-Pierre GIORGI - Patrick BORE représenté par Andrée GROS - Nicole BOUILLLOT représentée par Alain CHOPIN - Frédéric BOUSQUET représenté par Bernard JACQUIER - Valérie BOYER représentée par Stéphane PICHON - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Monique CORDIER représentée par Claude VALLETTE - Sandrine D'ANGIO représentée par Gisèle LELOUIS - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par Kheïra ZENAFI - Jean-Claude DELAGE représenté par Xavier MERY - Arlette FRUCTUS représentée par Frédéric DOURNAYAN - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAINÉ - Patrick GHIGONETTO représenté par Jérôme ORGEAS - Roland GIBERTI représenté par Hélène MARCHETTI - Bruno GILLES représenté par Marine PUSTORINO-DURAND - André GLINKA-HECQUET représenté par Lionel VALERI - Georges GOMEZ représenté par Catherine CHAZEAU - Annie GRIGORIAN représentée par Régine GOURDIN - Louisa HAMMOUCHE représentée par Nadia BOULAINSEUR - Nathalie LAINE représentée par Marlène PREVOST - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Garo HOVSEPIAN - Marc LOPEZ représenté par Bernard MARTY - Laurence LUCCIONI représentée par Isabelle SAVON - Stéphane MARI représenté par Gérard POLIZZI - Guy MATTEONI représenté par Nathalie SUCCAMIELE - Richard MIRON représenté par Didier PARAKIAN - Claudette MOMPRIVE représentée par Grégory PANAGOUDIS - Virginie MONNET-CORTI représentée par Michèle EMERY - Roland POVINELLI représenté par Paule JOUVE - Véronique PRADEL représentée par Martine GOELZER - Stéphane RAVIER représenté par Jeanne MARTI - Jean ROATTA représenté par Jean MONTAGNAC - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Martine RENAUD - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO - Jean-Louis TIXIER représenté par Fabrice JULLIEN-FIORI.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Mireille BALLETTI - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Sabine BERNASCONI - Michel CATANEO - Anne CLAUDIUS-PETIT - Laurent COMAS - Sandra DALBIN - Anne DAURES - Josette FURACE - Samia GHALI - Laurent LAVIE - Eric LE DISSÉS - Marie-Louise LOTA - Georges MAURY - Patrick MENNUCCI - Marie MUSTACHIA - Patrick PADOVANI - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Christyane PAUL - Claude PICCIRILLO - Nathalie PIGAMO - Eric SCOTTO - Emmanuelle SINOPOLI - Maxime TOMMASINI - Martine VASSAL - Patrick VILORIA - Karim ZERIBI.

Signé le 20 Mars 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 27 Mars 2018

Monsieur le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

■ Proposition d'organisation de la compétence Energie au 1er janvier 2018

Information du Conseil de Territoire

DEE 18/16278/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Rappel du contexte réglementaire

Les *réseaux d'énergie et la production d'énergie renouvelable* font partie du volet des nouvelles compétences que doit exercer notre collectivité le 1^{er} janvier 2018 (Loi NOTRe/ CGCT - Article L5218-2-I).

La loi MAPTAM avait déjà transféré cette compétence aux communautés urbaines et c'est pourquoi, en 2014, la communauté urbaine MPM (actuel Conseil de territoire Marseille Provence), avait pris cette compétence en lieu et place de ses 18 communes alors que sur les 5 autres territoires, elle restait communale.

Le cadre qui était en vigueur jusqu'au 31 décembre 2017 :

1. Concession de la distribution publique d'électricité

Cette compétence est définie à l'article L2224-31 du CGCT.

Elle est exercée par 3 syndicats départementaux d'énergie (SMED 13, SYMIELEC VAR et SEV) par transfert des communes, sauf pour Marseille pour qui la compétence est exercée par la Métropole.

2. Concession de la distribution publique de gaz

Cette compétence est définie à l'article L2224-31 du CGCT.

Elle est exercée soit par les communes, soit par les syndicats départementaux d'énergie (SMED 13, SYMIELEC VAR et SEV) par transfert des communes, soit par la Métropole (sur le Conseil de territoire Marseille Provence).

3. Création, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains

Cette compétence est définie à l'article L2224-38 du CGCT. Elle est exercée par les communes.

La Communauté urbaine Marseille Provence avait déjà pris cette compétence sur son territoire mais ne l'exerçait pas effectivement exercée car il n'existe pas de réseaux publics de chaleur et de froid sur son périmètre. Il en est donc de même pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence en 2017.

Par contre, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ayant porté la création d'un réseau public de chaleur en 2014, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile exerce déjà cette compétence.

4. Production d'énergie renouvelable

La production d'énergie n'est pas une compétence propre des collectivités territoriales et leurs groupements. Il ne s'agit donc pas d'une compétence exclusive de la Métropole qui peut, au même titre que les communes ou des acteurs privés, intervenir dans la production locale d'énergie

renouvelable ou de récupération (article L2224-32 du CGCT), qu'il s'agisse de production d'électricité, de gaz, mais aussi de chaleur et de froid (énergie thermique).

Les évolutions imposées par la loi au 1^{er} janvier 2018

Le transfert de ces compétences des communes à la Métropole devient effectif pour l'ensemble du territoire métropolitain en application des articles du CGCT L5217-2-I et L5217-7-IV.

1. Concession de la distribution publique d'électricité

Cette compétence reste exercée par la Métropole sur le périmètre de la concession de Marseille.

Cette compétence reste exercée par les syndicats départementaux d'énergie (SMED 13, SYMIELEC VAR et SEV), sur le territoire métropolitain hors Marseille.

La loi impose que la Métropole se substitue automatiquement à ses communes au sein de ces syndicats (article L5217-7 VI du CGCT et arrêté préfectoral du 29/12/2017) pour cette compétence.

2. Concession de la distribution publique de gaz

La Métropole prend automatiquement cette compétence pour l'intégralité de son territoire, en lieu et place des syndicats ou communes qui l'exerçaient auparavant (article L5217-7-III du CGCT et arrêté préfectoral du 29 décembre 2017).

3. Création, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains

La Métropole prend automatiquement cette compétence pour l'intégralité de son territoire, en lieu et place des communes qui l'exerçaient auparavant. En application de la loi NOTRe, le Conseil de Métropole, par délibération du 28 avril 2016, a délégué l'ensemble des compétences transférables aux Conseils de Territoire, dont celle relative au développement et à l'exploitation des réseaux de chaleur et de froid (CGCT article L5218-7-II).

La Métropole prend ainsi la responsabilité des 5 réseaux de chaleur publics existant sur son territoire : à Aix-en-Provence et Coudoux (Conseil de Territoire du Pays d'Aix), Salon-de-Provence (Conseil de Territoire du Pays Salonais), Aubagne (Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile) et Martigues (Conseil de Territoire du Pays de Martigues).

4. Production d'énergie renouvelable

Pas d'évolution.

Proposition d'organisation interne au 1^{er} janvier 2018

Dans le domaine des réseaux d'énergie, les intercommunalités ayant précédé la Métropole (devenues Conseils de territoire) n'exerçaient pas de compétences et les communes n'y consacraient que peu de moyens. Ainsi, les services des Conseils de Territoire ne disposent pas d'équipes constituées pour les prendre en charge. De même, sur le développement de la production d'énergie renouvelable, il n'a pas été identifié de ressources dédiées significatives. **Il est donc proposé, plutôt que de créer de nouveaux services intermédiaires à l'échelon territorial, de concentrer cette expertise à l'échelon métropolitain dans un souci d'économie et d'efficacité.**

1. La compétence de **distribution publique de gaz et d'électricité** est déjà exercée au niveau métropolitain et non déléguable aux Conseils de territoire, l'organisation en place peut donc perdurer avec les transferts aux syndicats prévus par la loi.
2. Pour le **développement et l'exploitation des réseaux de chaleur et de froid**, il est proposé, plutôt que de déléguer la compétence aux Conseils de territoire, de centraliser la gestion de cette compétence au niveau métropolitain avec, dans les Conseils de territoire concernés, une possible

Signé le 20 Mars 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 27 Mars 2018

déconcentration des missions de proximité (contrôle et suivi de l'exploitation, astreinte d'intervention, etc.).

3. Dans le domaine de la **production d'énergie renouvelable**, il est proposé de mettre en place une « boîte à outil » métropolitaine à destination des acteurs du territoire, de manière à favoriser et accompagner les projets qui pourront être portés par des acteurs privés, par des communes, par des Conseils de Territoire ou par la Métropole directement. La Métropole serait ainsi non seulement en charge de définir une stratégie de développement des énergies renouvelables mais pourrait également porter des projets ou en être partenaire.

Il est précisé que cette proposition d'organisation interne ne modifie pas le transfert de la compétence relative à la concession de la distribution publique d'électricité aux syndicats départementaux d'énergie et ne préjuge pas d'éventuelles évolutions futures des relations entre la Métropole et ces syndicats.

Il est précisé par ailleurs que cette proposition ne remet aucunement en cause les modalités de perception par les communes de la Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) ni les dispositions prises au titre des contrats de concessions de la distribution publique d'électricité comme la contribution du concessionnaire aux travaux d'enfouissement des réseaux électriques (article 8 du contrat).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération métropolitaine : Proposition d'organisation de la compétence Energie au 1er janvier 2018

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération métropolitaine : Proposition d'organisation de la compétence Energie au 1er janvier 2018

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitaine :
Proposition d'organisation de la compétence Energie au 1er janvier 2018.

Certifié Conforme,
Le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence

Jean MONTAGNAC